

*Taxe d'accise—Loi*

c'est la «taxe PC» qui a été ajoutée sur les produits qui étaient exempts de taxe avant la venue de ce gouvernement conservateur.

On a aussi les appels interurbains qui étaient exempts de taxe. Maintenant, le gouvernement impose une taxe de 10 p. 100 sur tous les appels interurbains. Tous les gens qui habitent dans le milieu rural hors des grands centres urbains, que ce soit un appel interurbain pour faire venir le médecin, que ce soit des appels d'urgence, maintenant, vous avez une «taxe PC» sur les appels interurbains. Le service de câble: tous ceux et celles qui sont abonnés, vous avez une taxe encore de 10 p. 100, «taxe PC» sur le câble.

Et tout cela vous donne, monsieur le Président, une augmentation et un rajout de 27 nouvelles ou hausses de taxes depuis 1984. Non seulement le gouvernement conservateur s'est-il contenté de taxer, de diminuer le pouvoir d'achat des contribuables, de prendre une partie de l'argent, pas sur le chèque de paie, mais par ses taxes indirectes, de façon cachée, il a décidé d'augmenter tous les produits à la base, et automatiquement, lorsque vous allez acheter tous les biens de consommation, ce gouvernement, présentement, a décidé de mettre une taxe et d'aller chercher de l'argent, de diminuer votre pouvoir d'achat, mais en plus de ce qu'il enlève de votre chèque de paie. Le gouvernement tente de nous faire accroire qu'il a diminué les impôts, c'est faux! La réalité, c'est qu'il a désindexé, vous vous rappelez, en même temps qu'il a voulu désindexer les pensions de sécurité de la vieillesse et suite aux pressions faites par les personnes âgées et l'équipe libérale, ce gouvernement a été obligé de reculer et de retirer son projet de désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Et aujourd'hui, si les personnes âgées à travers le Canada reçoivent une pleine indexation tous les trois mois de leurs chèques de pension de sécurité de la vieillesse, ce n'est pas grâce aux députés du parti conservateur, c'est grâce aux personnes âgées elles-mêmes et grâce à l'équipe libérale qui a travaillé de concert avec elles pour faire reculer le gouvernement conservateur. Mais ce qu'il est important de se rappeler, c'est que c'était son intention et que si jamais ces gens revenaient au pouvoir, ils le referaient parce que c'était leur intention déclarée, dans un premier temps, de désindexer les pensions de sécurité de la vieillesse.

Deuxièmement, en même temps, contrairement aux engagements pris durant le discours du Trône, les engagements pris par le premier ministre, encore là, cela a été la désindexation des allocations familiales. Cela veut dire un appauvrissement. Alors que le prix des biens augmente, le taux de l'inflation augmente. La première partie de l'indexation, le premier 3 p. 100, le gouvernement l'élimine automatiquement, le gouvernement vous diminue le pouvoir d'achat. Cela a été aussi ce qu'on appelle la désindexation de la table d'impôt des particuliers, du conjoint «en charge», ce qui a pour conséquence qu'aujourd'hui, en comparaison avec 1984, le pouvoir d'achat des contribuables canadiens a diminué grandement. Si le gouvernement avait maintenu une pleine indexation, cela aurait eu pour conséquence de permettre aux gens de suivre le rythme de l'évolution des prix à la consommation, des biens et services, mais aussi d'augmenter le pouvoir d'achat parce qu'il y aurait eu augmentation de revenus, augmentation des salaires. Cela veut dire que chaque fois qu'un travailleur ou une travailleuse

a réussi à obtenir soit par négociation, par convention collective avec un syndicat, ou soit par négociation avec l'employé ou l'employeur de façon seule, chaque fois que cette personne avait obtenu de son employeur une augmentation de salaire pour améliorer, augmenter son pouvoir d'achat, d'un autre côté, le gouvernement conservateur diminuait cette possibilité par des taxes indirectes cachées sur tous les biens et services, mais aussi par la désindexation de la table de l'impôt.

• (1250)

Il y a eu un autre programme important que ce gouvernement a éliminé et qui servait aux jeunes couples. Je pense que ces jeunes couples au Canada désirent une chose importante, c'est d'obtenir leur toit, leur propriété. Il y avait un programme qui existait, c'était le Programme de régime enregistré d'épargne-logement. Encore là, le gouvernement a coupé cette mesure qui aidait grandement nos jeunes couples à devenir propriétaires de leur habitation.

Le gouvernement a mis une surtaxe permanente de 3 p. 100 sur tous les contribuables et aussi, d'autres taxes de programmes d'exemptions qui existaient auparavant et que ce gouvernement a éliminés.

En même temps, ce gouvernement qui allait diminuer grandement le pouvoir d'achat par des taxes indirectes et par des exemptions de taxe ou l'élimination de programmes qui aidaient les gens à moyen et faible revenu, ce gouvernement mettait en place des mesures pour aider les gens très riches. Je me permets d'énumérer quelques records que ce gouvernement a en sa possession. L'exemption de gain en capital de 500 000 \$ qui coûtait aux contribuables, rapportait, en 1987, 800 millions de dollars.

L'aide financière de 1 milliard, 600 millions de dollars pour la faillite des banques dans l'Ouest du pays. Des riches qui avaient déposé 60 000 \$ et plus—parce que tous ceux qui ont des comptes de 60 000 \$ et moins dans une banque sont protégés par la loi fédérale—mais cette aide supplémentaire a été à des gens qui avaient 60 000 \$ et plus. Ce ne sont pas des personnes âgées qui ont la pension de vieillesse et le supplément de revenu garanti. Ce n'est pas le père de famille de cinq enfants qui travaille au salaire minimum de 5 \$ de l'heure. Ce n'est pas la mère de famille monoparentale qui est obligée d'aller travailler à un salaire minimum de 4.50 \$ et payer des frais énormes pour faire garder ses enfants en garderie qui peut avoir un compte de banque de 60 000 \$ et plus. C'étaient des gens qu'on peut appeler les amis du PC, les amis conservateurs qui avaient les sommes d'argent de 60 000 \$ et plus.

Vous avez aussi 200 millions pour venir en aide . . . une transaction . . . la Banque de Hong Kong. Vous avez 41 millions de dollars qui ont été gaspillés pour le transfert de la prison à Port-Cartier et tout le monde se rappelle du scandale du premier ministre. Il avait été décidé de construire un pénitencier à Drummondville, la Phase II.

Le tout était un complexe qui se complétait avec les Phases I et II. Et le premier ministre (M. Mulroney) pour tenter de démontrer que dans sa circonscription, il était capable de livrer la marchandise, il a tout simplement volé le projet qui existait dans les circonscriptions conservatrices pour le transférer dans sa circonscription. Et les coûts supplémentaires, où ce sont les